



SENEGAL

ALLOCUTION

DE SON EXCELLENCE

MAITRE ABDOULAYE WADE,

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

DU SENEGAL,

AU DEBAT GENERAL DE LA 63^{ème} SESSION

ORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE

DES NATIONS UNIES

New York, le 24 Septembre 2008

Vérifier au prononcé

Monsieur le Président de l'Assemblée générale,

En vous portant à sa Présidence, l'Assemblée générale a foi dans votre riche carrière d'ancien Ministre des Affaires étrangères pour conduire avec succès ses travaux.

La délégation sénégalaise vous félicite et vous assure de sa collaboration.

Nous renouvelons en même temps notre confiance et nos vœux de réussite au Secrétaire Général Ban ki Moon.

Cette 63^e session de l'Assemblée se tient dans un contexte difficile pour la grande majorité des membres de la famille des Nations Unies.

En plus de la hausse vertigineuse des prix du pétrole et des denrées de première nécessité, plusieurs pays en développement continuent de subir l'injustice d'un commerce mondial qui les condamne à toujours donner plus et gagner moins.

A 63 ans, notre Organisation a sans doute atteint l'âge de la raison et de la maturité.

Mais nous sommes loin de réaliser la promesse que ses pères fondateurs avaient consignée dans son acte de naissance, de « **favoriser le progrès social et d'instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande** » .

Lorsqu'ils font face à des problèmes de portée globale, c'est naturellement sur les Nations Unies que les peuples fondent l'espoir d'une solution concertée.

Mais pour répondre aux attentes de la grande majorité de ses membres, la famille des Nations Unies doit réagir autrement aux sollicitations qui lui sont adressées.

Nous ne pouvons plus continuer à appliquer les solutions du 20^e siècle aux problèmes plus complexes du 21^e.

Qu'il s'agisse de la réforme des Nations Unies, du règlement des différends, des problèmes économiques, sociaux et environnementaux, relever les défis du 21^e siècle requiert de la créativité et d'un esprit d'innovation.

Mais le quotidien nous renseigne à suffisance sur les limites du système international lorsqu'il s'agit d'apporter des réponses adéquates aux besoins des pays en développement.

Le moment est donc venu de réformer en profondeur les mécanismes de coopération pour le développement.

Changeons nos méthodes de travail, supprimons les doubles emplois, fusionnons et décentralisons certaines Institutions, allégeons les procédures, réduisons les dépenses en administration au profit des projets sur le terrain.

Rénovons, de manière plus exigeante et plus efficace, la coopération pour le développement en faisant appel à l'esprit de partenariat à la place de la logique dépassée de l'assistanat.

Face à la crise actuelle, **le Sénégal préconise de substituer l'assistance à l'agriculture à l'aide alimentaire.**

En lieu et place des financements suivant des procédures longues et compliquées, nous avons lancé avec des pays partenaires l'expérience nouvelle d'**investissements innovants**, fondée sur une assistance directe aux populations bénéficiaires en mettant à leur disposition des équipements et autres intrants agricoles, ainsi que l'encadrement technique nécessaire.

Contrairement au financement traditionnel, ce partenariat novateur offre une réponse immédiate et crédible à la crise alimentaire, à l'exode rurale et au phénomène préoccupant de l'émigration clandestine.

Monsieur le Président,

En juin dernier, nous avons lancé un cri d'alarme devant la hausse vertigineuse des prix des produits de première nécessité en convoquant d'urgence un Sommet à Rome, sous l'égide de la FAO.

Nous étions nombreux à croire que cette réunion prendrait des mesures immédiatement applicables pour lutter contre les effets de la famine.

Je dois dire qu'aucune des mesures prescrites à Rome n'a été appliquée.

A Rome, j'avais expliqué que les pays du Sahel ne bénéficient que de 3 à 4 mois de pluie dans l'année et le reste du temps correspond à la saison sèche. J'avais exhorté nos partenaires à saisir l'opportunité de l'hivernage pour aider les pays du Sahel en semences et en équipements matériels. Malheureusement, rien n'a été fait dans ce sens.

Mais nous au Sénégal, nous avons déjà apporté une réponse nationale à la crise avec le plan dénommé « **Grande Offensive Agricole pour l'Agriculture et l'Abondance** » que nous avons lancé en Avril 2008.

A partir d'objectifs et des moyens d'action chiffrés, nous avons visé la production, en grandes quantités, de diverses variétés céréalières et d'autres spéculations, ainsi que la modernisation de l'élevage par un recours plus intensif à l'insémination artificielle.

L'Etat a facilité l'opération par la mise à disposition d'intrants, de prêts d'équipements agricoles et des incitations fiscales.

Les récoltes abondantes que nous attendons après un hivernage pluvieux témoignent de la pertinence de ce plan.

Dans la même dynamique, nous poursuivons un programme d'irrigation de 240.000 ha pour couvrir nos besoins en riz et mettre fin à une dépendance qui nous coûte en moyenne chaque année 350 millions de dollars pour importer 600.000 tonnes de riz.

En définitive, la crise actuelle n'est pas une fatalité, mais plutôt une leçon.

Il reste que l'augmentation des prix des denrées de première nécessité résulte du transfert des fonds de spéculations sur les prix du pétrole vers les denrées agricoles. Nous sommes encore une fois les victimes de la spéculation financière. Cette spéculation met le monde développé en danger avec la crise financière des Etats-Unis qui se propage à travers les bourses.

Depuis des années, je ne cesse de regretter une certaine inefficacité de la pensée économique car cet échec c'est aussi l'échec des économistes et des financiers et plus généralement l'échec de l'intelligentsia.

Pour ma part, je continue de croire que la solution des crises nées dans le Nord n'est pas dans le Nord mais dans le Sud. La solution à la crise mondiale est le grand marché de l'Afrique qui peut absorber et transformer en production de biens d'équipements et de consommation les grandes masses d'argent inflationnistes qui circulent dans le monde. Il suffit que notre continent bénéficie des investissements dans le domaine des infrastructures et de la formation pour offrir au monde plus d'un milliard de consommateurs dans quelques années. Comme l'Amérique a été le relais du développement du monde après l'Europe, l'Afrique devra être demain le relais du développement de l'économie mondiale après les Etats-Unis. Ce continent plein de richesses matérielles et de richesses humaines deviendra à son tour le nouveau foyer de développement du monde pendant un siècle ou deux.

C'est sur cette note d'espoir, qu'en ma qualité de Vice Président du NEPAD, je lance un appel à tous pour continuer les efforts d'investissements dans les infrastructures de l'Afrique.

Monsieur le Président,

La protection de l'environnement mondial, en particulier la lutte contre les changements climatiques, reste, assurément, un des plus grands défis de notre temps.

Ici se joue simplement l'avenir de l'humanité et nous n'avons d'autre choix que de conclure un nouvel Accord international sur la réduction des gaz à effet de serre.

En attendant, nous devons aussi, et sans tarder, engager des actions concrètes pour l'amélioration durable du climat mondial.

Le projet de **Grande Muraille Verte** que le Sénégal, co-initiateur avec le Nigeria, coordonne en sa qualité de responsable du volet Environnement du NEPAD s'inscrit dans cet esprit.

Ce projet regroupe des pays sahélo sahariens qui ambitionnent de lutter contre l'avancée du désert en plantant des arbres sur une bande de 15 km de large de Dakar à Djibouti, soit une distance de 7.000 km, donc ~~105 000~~ ^{105 000} Km² de forêt.

Au sein de la Communauté des Etats Sahélo Sahariens, nous sommes en train de sélectionner les espèces qui seront plantées en fonction des zones climatiques que la GMV va traverser et de définir le programme de réalisation du projet.

Chaque pays membre est responsable de l'exécution du projet à l'intérieur de ses frontières. En ce qui le concerne, le Sénégal a déjà commencé sa mise en oeuvre.

Ce projet est aujourd'hui soutenu par le monde entier.

Le long de la Muraille, il est prévu d'installer une bande de **bassins de rétention**.

Il s'agit de recueillir, par une technique de compactage du sol, l'eau de pluie d'hivernage pour permettre aux ruraux de cultiver toute l'année, de pratiquer l'élevage et la pisciculture.

Au-delà de ses retombées positives pour les pays concernés, le projet de la Grande Muraille Verte offrira à la planète entière la chance d'un souffle nouveau avec un géant « **poumon vert** » à travers l'Afrique qui contribuera à la séquestration des gaz à effet de serre.

De nombreux experts et scientifiques de tous horizons l'ayant si bien compris, ont spontanément offert leur soutien au projet.

Je leur exprime toute ma gratitude. Nous allons bientôt les recevoir à Dakar.

Je lance un appel à tous les partenaires, publics ou privés, personnes physiques ou morales, du Nord comme du Sud, pour qu'ils nous rejoignent dans cette formidable aventure humaine. Je demande aux scientifiques, si généreux et prompts à apporter leur savoir faire, de créer sans délai l'association « **Science sans Frontières** » et de se mettre à la disposition de la communauté internationale.

L'érosion côtière constitue un autre défi environnemental pour l'Afrique, qui continue de perdre en moyenne 5 cm de côte par an.

En plus du péril côtier, la salinisation des nappes phréatiques sur plusieurs kilomètres prive les populations d'eau potable et de terres cultivables.

C'est pour chercher une réponse collective à cette menace commune qu'une Conférence ministérielle des pays affectés par l'érosion côtière se tiendra les 17 et 18 Novembre 2008 à Dakar (5 à 6000 km de côte).

Je renouvelle mon invitation aux partenaires bilatéraux et multilatéraux.

Monsieur le Président,

Hier, le Secrétaire Général a lancé ici même un défi à l'Afrique en indiquant qu'aucun des pays africains ne pourra atteindre tous les objectifs du millénaire.

J'espère **relever le défi** en me fondant sur un précédent.

Le Sénégal qui était placé très loin dans le classement du Doing Business vient d'être classé 1^{er} pays en Afrique et 5^{ème} dans le Top Ten du monde. Simplement parce que nous avons sélectionné des critères et nous avons cherché la perfection pour chacun d'entre eux.

S'agissant de la mortalité infantile et maternelle qui est l'obstacle le plus difficile sur le chemin de l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement, nous faisons appel aux femmes et à la motivation politique qui est la plus puissante des motivations.

Nous avons choisi la région de Kolda où ce taux est le plus élevé. Dans chaque quartier, nous responsabilisons une femme du Parti en lui demandant de veiller sur les femmes enceintes. Nous allons même doter ces femmes de téléphones portables pour les alertes d'urgence.

Nous reconduirons la même stratégie pour faire le suivi de la situation des Objectifs du Millénaire car il faut que l'Afrique relève le défi pour qu'au moins un ou deux des

cinq pays considérés comme pouvant atteindre les Objectifs du Millénaire par la Banque Mondiale récemment, puissent franchir la barre de 2015.

Monsieur le Président,

Devant le constat d'échec de l'Aide Publique au Développement, de nouveaux mécanismes de mobilisation des ressources se font jour.

Ces instruments démontrent que l'économie mondiale réunit aujourd'hui les moyens d'éradiquer la pauvreté et d'assurer à toutes les conditions d'une vie décente.

Mais ce qui fera la différence c'est la volonté politique de mobiliser ces moyens de manière simplifiée, transparente et affranchie des lenteurs et pertes de temps indues.

C'est à cette tâche que s'attelle le **Groupe Pilote sur les contributions de solidarité en faveur du développement** dont la Quatrième session s'est tenue en Avril dernier à Dakar.

Le Groupe que le Sénégal a eu l'honneur de présider pendant six mois, réfléchit sur une variété d'instruments novateurs de mobilisation des ressources pour le financement du développement: il en est ainsi de la **Contribution de solidarité sur les billets d'avion**, du **Prélèvement sur les transactions financières internationales**, des **contributions volontaires au moyen des cartes de crédit et du Fonds de Solidarité Numérique**.

Pour l'Afrique, le numérique est une chance unique et un raccourci historique vers le progrès économique et social.

Dans mon adresse à la 62^e Session de l'Assemblée générale, j'avais indiqué les modalités d'adhésion au Fonds et je souhaite remercier ici les partenaires qui nous ont rejoints depuis lors.

En oeuvrant au renforcement des capacités numériques des pays bénéficiaires, le **Fonds** donne également aux participants, en particulier ceux du secteur privé, l'opportunité d'un partenariat «**gagnant gagnant**», par l'ouverture, à terme, de nouveaux marchés.

En sa qualité d'initiateur du Fonds de Solidarité Numérique au nom du NEPAD, le Sénégal se réjouit de la convocation, à Lyon en Novembre 2008, de la première **Conférence mondiale sur le financement de la solidarité numérique**. Nous remercions le Président français de cet engagement.

Cette rencontre aura, entre autres objectifs, la conclusion d'une **Convention internationale sur la contribution de solidarité numérique.**

Monsieur le Président,

Les subventions agricoles continuent encore de gangrener le commerce international et de mettre sérieusement en mal les économies des pays en développement ; ceux d'Afrique en particulier.

Contrairement aux idées reçues, l'Afrique n'est pas pauvre. Ce sont plutôt ces pratiques inéquitables qui l'appauvrissent et contribuent à sa marginalisation.

Il est contradictoire d'exiger l'ouverture de nos marchés, au nom du libre échange et d'ériger, en même temps, autant d'entraves à l'accès de nos produits aux marchés des pays développés, particulièrement les subventions d'un milliard de dollars par jour à l'agriculture des pays développés.

Un système basé sur le règne du plus fort et la « **logique du chacun pour soi** », où l'opulence des uns se bâtit sur l'appauvrissement des autres, ne peut être viable, comme l'illustre si bien l'échec du cycle de négociations de Doha.

Si les pays industrialisés ne peuvent se conformer aux règles de l'OMC en mettant fin aux subventions agricoles ruineuses pour nos paysans, nous sommes légitimement fondés à réclamer des compensations au titre du préjudice subi.

Monsieur le Président,

Au moment où se tiennent les travaux de l'Assemblée générale, plus d'un milliard de musulmans à travers le monde poursuivent le jeûne, un des cinq piliers de l'Islam.

Au-delà du culte, le jeûne est pour tout musulman un code de conduite inspiré des valeurs élevées de paix, de partage et de pardon, de respect et d'amour du prochain, quelle que soit son obédience religieuse.

Me fondant sur l'esprit et la lettre du message de l'Islam, révélé en ce mois béni de Ramadan, et en ma qualité de Président en exercice de l'Organisation de la Conférence Islamique, je réaffirme ici l'adhésion de la Oumma islamique aux principes de culture de la paix et de dialogue des civilisations.

Il en est ainsi parce que l'extrémisme, la violence, l'intolérance et la discrimination sont non seulement contraires aux enseignements de

l'Islam, mais condamnés par notre religion en tant que sources de « fitna », c'est-à-dire de malheur et de discorde entre les peuples.

Nous sommes disposés à dialoguer avec tous ceux qui partagent le souci de vivre ensemble et en paix, dans le respect de nos différences et de nos convictions.

Nous sommes pleinement conscients que les vaines tentatives d'assimiler l'Islam au terrorisme nourrissent, en réalité, l'intention inavouée de susciter des réactions violentes du monde musulman et de semer, sur le terreau de la diversité des croyances, les germes de la haine, de la division et de la confrontation.

Ceux qui prônent ces théories insensées peuvent déchanter parce que le monde musulman ne tombera jamais dans ce piège.

Par contre, nous appelons à combattre fermement l'islamophobie et le blasphème.

C'est une grave erreur de vouloir justifier les atteintes au sentiment religieux par la liberté.

Le droit au blasphème n'existe pas.

Une sagesse du siècle des lumières commande que « la liberté de chacun s'arrête là où commence celle des autres ».

Du reste, aucun régime de droit n'octroie de liberté sans en fixer les limites.

Au demeurant, personne ne doit se faire d'illusion. Croire, au 21^e siècle, au triomphe d'une civilisation sur les autres, c'est vouloir reléguer l'Humanité dans les vestiges de la préhistoire.

Or, il faut justement mettre fin à la préhistoire par le choix conscient d'un destin commun pour l'Humanité ; un destin commun respectueux de toutes les diversités de cultures et de civilisations.

Et c'est justement pour contribuer à la réalisation de ce destin partagé que le Sénégal accueillera en Décembre 2009 le Troisième Festival Mondial des Arts Nègres.

Monsieur le Président,

L'idéal de paix, raison d'être principale des Nations Unies, continue d'être à l'épreuve des réalités conflictuelles du monde.

Mais les progrès dans le règlement pacifique des différends doivent nous convaincre que la vocation historique des peuples est de vivre en paix, à l'abri de la peur.

En Afrique en particulier, nombre de pays en situation de conflit ces dernières années ont fait le choix courageux de la paix et de la réconciliation.

C'est le cas en Guinée Bissau, au Libéria, en Sierra Léone, en République centrafricaine, au Burundi, en République Démocratique du Congo et en Côte d'Ivoire.

Le Sénégal, dont les soldats participent aux efforts de maintien de la paix dans certains de ces pays frères, salue cette évolution positive qui contribue à façonner l'image de l'Afrique de nos rêves.

C'est cette vision d'une Afrique réconciliée avec elle-même qui sous-tend également l'Accord de Dakar du 13 Mars 2008 entre le **Tchad et le Soudan** en présence de pays partenaires et d'observateurs, dont le Secrétaire Général **Ban Ki Moon**.

Je redis à tous mes sincères remerciements pour leur soutien.

Je souhaite que le Groupe de contact sur la mise en œuvre de l'Accord de Dakar, qui se réunit régulièrement, puisse bénéficier de ce soutien pour la réussite de sa mission.

S'agissant de la situation au Darfour, il est temps que tous les protagonistes de ce conflit fratricide comprennent qu'ils portent dans leur conscience le bilan désastreux de milliers de morts et de blessés, de veuves et d'orphelins, de réfugiés et personnes déplacées.

Trop de sang a été versé. Trop de larmes ont coulé.

Il faut arrêter le massacre. Au risque de vous surprendre, je suis pour le désarmement de toutes les factions, au besoin par la force (« **imposing peace** »), ~~et de faire en sorte que les armées cessent de fonctionner régulièrement~~

Au Zimbabwe, nous saluons les progrès vers la conclusion de l'Accord sur le partage du pouvoir.

Nous appelons encore à la levée des sanctions économiques pour accompagner le processus de réconciliation nationale du peuple zimbabwéen.

En Mauritanie, nous réaffirmons notre attachement au retour à la légalité républicaine conformément à la voie tracée par l'Union Africaine, ~~et nous soutenons~~

Au Moyen Orient, le Sénégal renouvelle son soutien au peuple palestinien dans sa quête d'un Etat viable, indépendant et souverain derrière des frontières internationalement reconnues.

Comme tous les peuples du monde, le destin du peuple palestinien est de vivre libre et indépendant.

Nous poursuivrons nos efforts pour la réconciliation du Fatah et du Hamas et nous soutenons les efforts de l'Egypte dans ce sens car cela contribue à la réussite des négociations avec Israël. S'agissant des relations Israël-Palestine, nous sommes toujours dans de bonnes dispositions pour contribuer à une paix définitive.

Après tant d'années de souffrances, la raison voudrait qu'on donne enfin une chance à la paix par la négociation.

C'est dans cet esprit que je renouvelle aux Israéliens et aux Palestiniens mon appel à la paix lancé lors du Sommet de l'OCI à Dakar.

Monsieur le Président,

L'exigence de la réforme des Nations Unies, en particulier celle du Conseil de Sécurité, continuera d'interpeller les Etats membres au cours de cette 63^e session.

Nous avons toujours réclamé la réparation de l'injustice faite à l'Afrique, tout un continent privé d'un siège permanent au Conseil.

Nous demandons, indépendamment de la réforme en cours, l'octroi à l'Afrique d'un siège de membre permanent au Conseil de Sécurité avec droit de veto. Nous pourrions toujours continuer, après, les négociations pour l'augmentation du nombre de sièges et leur répartition entre les différentes régions.

Je souhaite plein succès aux travaux de la 63^e Session de l'Assemblée Générale et vous remercie de votre aimable attention.